

VSD

Qatar LE MYSTÉRIEUX
AMI DE SARKOZY

Marseille AVEC PAPE
DIOUF EN CAMPAGNE

Un destin
en marche

MANUEL

VALLS

IL VA À MATIGNON

Pourquoi
Hollande
l'a choisi

Cécile Duflot,
celle qui menace de
claquer la porte

Et... le retour
de Ségolène
Royal!



Spécial Hollywood

QUE FONT LES STARS DE LEUR OSCAR?

BEL : 2,90 € - CH : 5,50 CHF - CAN : 8 CAD - A : 3,60 € - D : 4,20 € - ESP : 3,20 € - GR : 3,20 € - ITA : 3,20 € - LUX : 2,90 € - NI : 3,30 € - PORT. CONT. : 3,20 € - DOM. Avion : 4 € - MAY : 5,50 € - Maroc : 30 DH - Tunisie : 4,2 TND - Zone CFA Avion : 3 200 XAF - Zone CFP Avion : 1 000 XPF

VSD.FR

2,50 € N° 1905 - DU 27 FÉVRIER AU 5 MARS 2014

GRUPE PRISMA MEDIA

M 01713 - 1905 - F - 2,50 €



Tandem Manuel Valls, qui a été le directeur de communication durant la campagne de François Hollande, connaît bien le président. Sa nomination aurait pour effet de redonner du souffle au quinquennat du président entre les municipales et les européennes.

Manuel Valls

MATIGNON LUI TEND LES BRAS

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR FAIT FIGURE DE FAVORI POUR REMPLACER LE PREMIER MINISTRE JEAN-MARC AYRAULT. QUAND ? DÉBUT AVRIL, AVANT LE VOTE À L'ASSEMBLÉE DU PACTE DE RESPONSABILITÉ. RÉCIT DES MANŒUVRES EN COULISSES. PAR CHRISTELLE BERTRAND



Partagé Manuel Valls, selon certains de ses proches, préférerait être nommé à Bercy afin de se constituer un réseau économique en vue de 2017. Il sait aussi que Matignon use un homme, mais la proposition ne se refuse pas.

POURQUOI VALLS **Le seul à pouvoir redonner du souffle au quinquennat du président**

Depuis plusieurs jours, dans son bureau de l'Élysée, le président reçoit à tout-va. Des proches, des moins proches, des socialistes ou d'autres. Beaucoup en sortent, l'air grave. Chuchotant dans leur portable avec des airs d'intrigants. Un ballet typique des périodes de préremaniement. Dans les couloirs des ministères, dans ceux de l'Assemblée, on échange les dernières infos. On suppose, on suppute, on s'étonne : François

Hollande va-t-il oser nommer son principal concurrent Premier ministre ? Un coup que Chirac n'a pas réussi avec Nicolas Sarkozy ? C'est l'hypothèse qui

Une nomination qui pourrait être un piège

Les noms d'autres prétendants ont circulé ces derniers jours, comme celui de Martine Aubry. Mais l'ancienne première secrétaire du PS semble vouloir

Un joli coup pour Hollande car même si la cote de popularité du ministre de l'Intérieur est en chute libre depuis l'affaire Dieudonné, il reste dans le peloton de tête des membres du gouvernement, apprécié par les électeurs de droite comme de gauche. Et sa nomination pourrait donner une nouvelle impulsion au quinquennat de François Hollande, qui patine sévèrement, et éviter une débandade aux prochaines élections. Ce casting aurait un autre avantage : celui d'user à petit feu le principal concurrent de François Hollande en vue de 2017.

Reste à savoir si Valls accepterait cette nomination qui pourrait s'apparenter à un piège. « Je ne répondrai pas à cette question », lançait vendredi à VSD l'un des conseillers du ministre. Dans son entourage, on murmure qu'il préférerait Bercy afin de se constituer des réseaux chez les grands patrons en vue de 2017, comme Nicolas Sarkozy l'a fait entre 2004 et 2005. Mais François Hollande ne devrait pas lui offrir ce luxe. ■

UNE QUESTION DE TIMING À l'Élysée, on espérait attendre juin : ce sera autour du 8 avril

François Hollande avait un rêve : tenir bon. Faire le dos rond jusqu'aux européennes et même après. Laisser passer l'orage annoncé et repartir ensuite d'un bon pied avec un gouvernement tout frais tout neuf. Bref, ne remanier qu'en juin. Ou après. Mais le calendrier s'est récemment accéléré.

Le pacte de responsabilité, voilà la clé. Depuis son annonce le 14 janvier, le chantier a bien peu avancé. Or le chef de l'État en a fait l'un des piliers de son quinquennat. « La seule question aujourd'hui à se poser c'est : comment est-ce que je fais vivre et, dans ce cadre-là, quelle architecture gouvernementale est-ce que je mets en œuvre ? », reconnaissait-on vendredi au ministère de l'Intérieur. Le président souhaite en effet que l'équipe qui portera le texte au Parle-

ment soit celle qui le mettra ensuite en œuvre. Hollande, qui a souhaité que le gouvernement engage sa responsabilité sur ce texte, a aussi réalisé que celle d'un gouvernement en sursis vaut bien peu de chose. Le remaniement devrait donc avoir lieu avant le débat à l'Assemblée et le vote de confiance prévu entre le 25 mai et le 30 juin. Dans cette perspective, le gouvernement a modifié l'agenda parlementaire afin d'avoir une semaine tranquille à partir du 8 avril, ce qui laissera au nouveau Premier ministre le temps de préparer un discours de politique générale. Cette option aura aussi pour avantage d'atténuer un mauvais score aux municipales. Certains proches du président auraient souhaité un remaniement plus rapide. Mais l'Élysée semble s'y opposer, craignant que la manœuvre passe pour un coup de com' auprès des électeurs. ■

EN COURSE LES AUTRES PRÉTENDANTS



Martine Aubry
Sa relation conflictuelle avec François Hollande n'en fait pas une favorite. Elle préfère se réserver pour jouer les recours en 2017.



Claude Bartolone
Son nom a circulé, lui-même a confirmé qu'il faisait partie de la short list, mais il semble préférer la direction du Grand Paris.



Michel Sapin
L'ami de François Hollande a toujours dit qu'il ne refuserait pas Matignon mais son profil ressemble trop à celui d'Ayrault.



Engagement Le chef de l'État veut remanier avant le vote de confiance sur le pacte de responsabilité, qui interviendra entre le 25 mai et le 30 juin.



PHOTOS : MAXPPP - STARFACE - SIPA - S. GERARD/RESERVOIR PROD

LES NOUVEAUX ENTRANTS ET LES PROMOS Le grand retour de Ségolène Royal

Comme d'habitude, ils s'y voient tous. Vendredi dernier, Jean-Vincent Placé, le numéro 2 d'EELV, lors d'un déjeuner avec quelques journalistes, se reprenait à rêver : « Je me vois bien à l'Industrie et Ségolène à l'Écologie. Parce qu'elle est vraiment écolo, Ségolène. » Il sourit et ajoute : « Vous savez, à Matignon, les huissiers me disent bonjour Monsieur le ministre quand j'arrive. » Si la nomination de Jean-Vincent Placé au gouvernement est loin d'être acquise, l'arrivée de Ségolène Royal semble en bonne voie. L'ancienne compagne de François Hollande, longtemps écartée de l'exécutif par Valérie Trierweiler, pourrait se voir confier un large ministère de l'Écologie, comme celui qui avait été taillé sur mesure pour Alain Juppé au tout début du quinquennat de Sarkozy. Le ministère de l'Intérieur pourrait être confié à un très proche de François Hollande, comme Jean-Yves Le Drian ou le sénateur François Rebsamen. Vincent Peillon quitterait l'Éducation nationale pour se consacrer aux élections européennes. François Hollande entend aussi restructurer Bercy qui, depuis deux ans, s'épuise en querelles d'ego. Michel Sapin et Bernard Cazeneuve sont cités pour remplacer Pierre Moscovici. Le nom de Pascal Lamy revient aussi régulièrement. Selon le site d'information Atlantico, celui-ci aurait posé trois conditions : il veut être le seul maître à bord du bateau Bercy. Ce qui signifie exfiltrer les fortes têtes comme Arnaud Montebourg et Benoît Hamon, qui devraient tout de même rempiler à un autre poste. Il souhaite que le président de la République confirme son engagement social-libéral par le choix d'un Premier ministre qui partage ces valeurs. Enfin, il aurait réclamé le départ préalable des ministres écologistes. Encore eux. En choisissant de n'intégrer ni le Front de gauche ni les radicaux à son actuel gouvernement, François Hollande s'est fait l'otage d'EELV. Une situation dont il entend bien sortir en nommant Jean-Michel Baylet, candidat aux primaires pour les radicaux de gauche. Le chef de l'État aimerait, enfin, resserrer ses équipes. Son objectif serait de rivaliser avec l'Allemagne, qui compte dix-neuf ministres. C'est peut-être, pour un François Hollande qui déteste dire non, le défi qui sera le plus dur à relever. Mais au fait, ça n'est pas le Premier ministre qui nomme le gouvernement ? ■



Bernard Cazeneuve
Nommé au Budget, ce discret, qui a réussi à faire passer les coupes budgétaires en douceur, devrait être promu.



Jean-Yves Le Drian
Le proche du président pourrait s'installer Place Beauvau. Il préférerait cependant rester à la Défense.



François Rebsamen
Le sénateur est intéressé par l'Intérieur mais ce souhait pourrait être contrecarré par les sénatoriales.



Arnaud Montebourg
Difficile d'imaginer que le trublion quitte le gouvernement. Voie possible : l'Éducation nationale.



Près du but Discrète dans les médias, Ségolène Royal est en relation constante avec son ex-compagnon. Débarrassée du veto de Valérie Trierweiler, elle devrait prochainement entrer au gouvernement.

Grain de sable
La participation d'EELV au gouvernement est l'une des questions qui se posent aujourd'hui à l'Élysée. La nomination de Valls pourrait être un casus belli.

SI VALLS EST NOMMÉ, DUFLOT S'EN VA Le Vert est bien dans le fruit

Cela fait déjà plusieurs semaines que François Hollande réfléchit, consulte, rebat les cartes et joue au bonneteau avec ses ministres sans réussir à résoudre l'équation EELV. Comment changer de Premier ministre sans créer de rupture avec le seul partenaire gouvernemental du PS ? « Si Jean-Marc Ayrault est remplacé par Manuel Valls, il sera difficile pour nous de rester au gouvernement car Valls est porteur de cette politique migratoire avec laquelle nous ne sommes pas d'accord », expliquait vendredi à VSD le sénateur EELV Jean-Vincent Placé. Cécile Duflot, qui sent que sa participation à un tel gouvernement peut lui coûter cher en interne, serait donc en train de réfléchir à son départ. Reste à savoir si, en claquant la porte, elle interdit toute participation des Verts au gouvernement. Jean-Vincent Placé, qui n'a jamais caché son envie de faire partie du dispositif, pense qu'une rupture n'est pas forcément nécessaire. Il explique : « On peut rester

au gouvernement mais, dans ce cas, on négociera dur sur la transition énergétique et la fiscalité écologique. » François Hollande y est-il prêt ? Pas certain. Le chef de l'État n'a, en effet, jamais montré de grand intérêt pour les questions d'environnement, comme le prouve la loi sur la transition énergétique qui arrive au Parlement. D'ailleurs, la secrétaire nationale d'EELV, Emmanuelle Cosse, qui est la voix et l'œil de Cécile Duflot au sein du parti, prévenait ce week-end : « Si le texte est mauvais, cela marquera notre rupture avec le gouvernement. » Début des grandes manœuvres ? Les heurts de Nantes n'ont fait qu'aggraver les tensions. La rupture semble déjà dans les tuyaux. ■

Pour Placé, la rupture n'est pas nécessaire